

L'ANJOU LIBERTAIRE



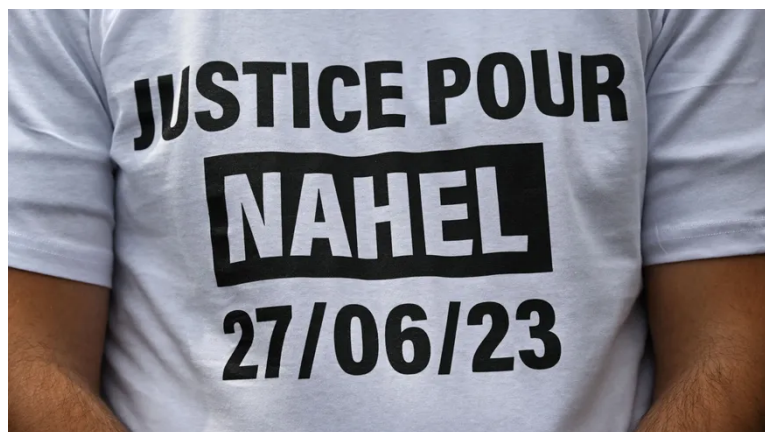
BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°20 Été 2023

LUTTES SOCIALES
PREMIER BILAN SUR LES
RETRAITES
ANTIFASCISME
PAS DE FACHOS DANS LES
HALLES
JUSTICE
VICTOIRE POUR VINCENZO

Suite au meurtre de Nahel, la colère est légitime !

Vendredi 30 juin, la préfecture du Maine-et-Loire a interdit un rassemblement contre les violences policières et le racisme organisé suite au meurtre de Nahel. Un très gros dispositif policier a été mis en place dans le but de réprimer les manifestants et les manifestantes qui se sont quand même rassemblés au Jardin du mail, face à la mairie d'Angers. En parallèle, les militants fascistes de l'ex-Alvarium se sont pavanés dans le centre ville aux abords de leur local avec des battes de baseball et des bâtons et ont eux aussi violemment attaqué plusieurs manifestants. Ces événements ont entraîné une nouvelle fois la question de notre auto-défense face à la répression de l'État et face à l'extrême droite. La colère et la révolte qui s'expriment depuis la mort de Nahel sont plus que légitimes. Ce 13e meurtre commis par la police pour refus d'obtempérer depuis le début de l'année a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour de nombreuses et nombreux habitants des quartiers populaires qui sont ceux et celles qui font les boulots les plus pénibles et les plus mal payés, qui subissent les premiers et premières l'inflation et les réformes antisociales, qui subissent le plus la pauvreté, le chômage, l'insécurité, et en même temps les violences policières et le racisme. Si cette révolte ne se dirige pas toujours vers les bonnes cibles, c'est qu'elle manque encore d'un cadre politique auquel faire confiance. Ce cadre est à construire ensemble à partir des différentes luttes sociales actuelles, pour construire une initiative révolutionnaire cohérente et solide. Que ce soit sur la question de comment orienter de manière efficace cette révolte comme sur la question d'organiser notre auto-défense, il nous faut travailler à construire nos organisations de masse et de lutte, nos syndicats ou collectifs, mais aussi une organisation révolutionnaire en capacité de proposer une tactique, une stratégie et un projet de nouvelle société débarrassée du capitalisme et du racisme.



Pas de fachos aux Halles !

Le 16 juin dernier, les Halles d'Angers étaient inaugurées en grande pompe. C'est l'aboutissement d'un projet qui tenait à cœur notre sinistre de l'écologie, par ailleurs incompetent notoire dans ce domaine. On ne reviendra pas sur les magouilles derrière ce nouveau lieu pour bobos qui donnent lieu à une enquête judiciaire et qu'il faut de toute façon boycotter (voir à ce sujet : <https://www.mediapart.fr/journal/france/250523/angers-le-projet-phare-de-christophe-bechuisse-par-une-enquete-judiciaire>). Non. Nous voulons juste rappeler qu'un commerce à l'intérieur de ces Halles, les Blancs de l'Ouest, est tenu par une bande de fascistes ayant déjà eu affaire à la justice pour s'être introduit illégalement dans une gendarmerie. Tout le monde le sait et notamment le Maire et les propriétaires des lieux mais cela n'a pas l'air de gêner ces alliés objectifs de l'extrême-droite qui n'arrêtent pas de nous bassiner avec leur discours sur la République et la démocratie. Donc, tout le monde s'en fout ou presque. Heureusement, un rassemblement antifasciste regroupant un très large éventail d'organisations syndicales et politiques a pu se faire entendre le jour de l'inauguration. Environ 250 personnes ont ainsi pu rappeler qu'on ne discute pas (ni ne commerce) avec l'extrême droite. Ce rassemblement s'est passé dans le calme et sans aucun incident ce qui n'a pas empêché les « cow-boys » de la Bac d'effectuer plein de contrôles d'identité et de voler une banderole alors que les manifestant-es rentraient chez eux-elles. Les raisons de ce harcèlement policier invoquées par la préfecture sont quant à elles ridicules et montrent là aussi que ce sont les antifascistes qui sont réprimés alors que les fascistes peuvent aller et commercer en toute impunité. Le pouvoir d'État est lui aussi un allié objectif de l'extrême droite.

Pas un sou pour les fachos ! Pas de fachos dans nos quartiers !

A propos du mouvement contre la réforme des retraites : Bilan provisoire

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le mouvement social contre la réforme des retraites présente un certain nombre de paradoxes. A ce jour, la réforme n'a pas été retirée et, en ce sens, on peut parler d'échec et de défaite pour le prolétariat. Pourtant, les mobilisations lors des manifestations ont atteint des niveaux jamais atteints depuis des décennies et ce, sur une durée jamais vue avec, de façon tout à fait inédite, d'importants cortèges dans beaucoup de villes moyennes, voire dans de petites villes. Mais, parallèlement à ces immenses mobilisations dans la rue, la grève ne s'est jamais vraiment installée et généralisée. Il y a bien eu quelques secteurs qui sont partis en grève reconductible mais ils sont restés isolés et jamais l'économie du pays n'a été à l'arrêt contrairement, par exemple, à 1995 où, devant la paralysie économique, le gouvernement Juppé avait cédé. La grève n'a pu se généraliser faute d'Assemblées générales massives qui ont été désertées par beaucoup de salarié.es. Cela doit nous interroger sur la méthode pour faire vivre une grève et à quel moment il faut avancer l'idée de la reconduction de la grève et installer des comités de grève pour mener au mieux la lutte concrète dans les entreprises. La difficulté pour installer la grève et la généraliser tient aussi au fait que le prolétariat n'est pas unifié dans sa vision de la grève en raison de la multiplicité des cadres de travail et de leur diversité quant aux conditions de travail : personnes au chômage, précaires, travailleuses et travailleurs de la fonction publique, de grosses entreprises, de petites et toutes petites entreprises. En ce qui concerne les directions syndicales, on entend dire ça et là qu'elles ont fait le job. Certes, l'unité syndicale a contribué à la massification et à la réussite des mobilisations mais comment encourager des grèves dures et même tout simplement des grèves ponctuelles quand ces directions syndicales prônent le dialogue social et s'en remettent aux institutions bourgeoises (Parlement, Rip, adresses aux élu.es, etc ...) pour faire abroger la réforme? Il y a là une énorme contradiction, pour ne pas dire plus. On passe de la lutte des classes à la lutte citoyenne, ce qui n'est plus la même chose.

Pour nous, révolutionnaires communistes libertaires, seule la lutte et non le parlement peut donner une issue victorieuse à ce combat contre la réforme des retraites. Face à l'offensive capitaliste, il faut rester sur le terrain de la lutte. Nous n'avons pas à nous préoccuper de « dialogue social » ni de « cohésion sociale » mais uniquement de nos intérêts de classe.

Lors de cette lutte de plusieurs mois, beaucoup de travailleurs et travailleuses ont fait grève et/ou manifesté pour la première fois. Lors des piquets de grève et des blocages, des liens ont été créés entre salarié.es de différents horizons. Il faut renforcer ces liens pour faire face à toutes les attaques de Macron et son gouvernement au service de la grande bourgeoisie qui ne vont pas cesser dans les mois qui viennent. Ce mouvement n'est pas

fini car il faut relier la question des retraites avec celle des salaires qui sont littéralement sapés par l'inflation actuelle. Rappelons que la retraite n'est rien d'autre que du salaire différé et ces deux aspects sont donc à considérer ensemble.

Vive la lutte !



International : contre la guerre, défendons nos intérêts de classe

Cela fait maintenant plus d'un an et quatre mois que la guerre sévit en Ukraine, impliquant les principaux États et grandes puissances du monde, qui partout en profitent pour augmenter leurs budgets militaires et leur propagande guerrière. Ce sont toujours les classes populaires, les travailleurs et les travailleuses des pays en guerre qui en payent le prix fort, pendant que les capitalistes, notamment ceux de l'industrie de l'armement, se frottent les mains. L'un des derniers épisodes marquants autour du conflit a été la menace de tentative de coup d'État du groupe Wagner et de leur dirigeant Prigozhin contre le gouvernement de Poutine. Comme le disent nos camarades russes de l'organisation « Action Autonome » : « Prigozhin ne vaut pas mieux que Poutine : en ce moment, des fascistes s'affrontent les uns les autres. [...] si nous voulons créer une alternative à ces monstres, nous devons apprendre à nous unir pour résoudre nos problèmes, soutenir la lutte pour mettre fin à la guerre et à la répression, nous défendre contre leur violence, et défendre nos intérêts et nos droits. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons participer à la construction d'une nouvelle société pour remplacer le régime en faillite et les bandes de voyous qu'il a fait naître. »



Débrayages chez Scania à Angers

En cette fin de mois de juin, la coupe a commencé à déborder pour les ouvriers et ouvrières de l'usine Scania d'Angers. Entre l'organisation du travail chaotique, les modifications d'horaires de dernières minutes et les samedis travaillés, l'interdiction de fumer dans l'enceinte du site, le manque de places de parking, sans parler de l'augmentation des cadences et des salaires qui stagnent en pleine inflation, ou encore de la précarité avec l'utilisation d'intérimaires par centaines... Un premier débrayage spontané de quelques dizaines de personnes a lancé une dynamique de contestation. La semaine suivante des débrayages ont eu lieu à l'appel des organisations syndicales CGT, FO et SUD. Quelques centaines de salariés.es y ont pris part et les ont reconduit 3 jours de suite. Malgré le fait qu'ils et elles étaient minoritaires, les grévistes ont obtenu que la direction fasse des propositions sur des problèmes sur lesquels elle ne voulait rien entendre depuis des mois. Les propositions restent pour le moment insatisfaisantes, mais peut-être n'est-ce que le début, qui sait ce qui pourrait se passer après les congés d'été de juillet ? Cela prouve déjà que lorsque le rapport de force est là, tout ce qui était impossible avant devient soudain possible !

Les intérimaires aussi peuvent lutter et gagner

Chez Hitachi, à Saint-Barthélémy-d'Anjou, une prime dite de partage de la valeur de 650€ avait été donnée aux seuls salariés.es de l'entreprise mais refusée aux intérimaires. Suite à une action de la CGT avec un intérimaire au tribunal des prud'hommes, Hitachi et Randstad (la boîte d'intérim) vont devoir donner cette prime à une centaine d'intérimaires. Partout comme ici, il est important que les syndicats organisent les intérimaires avec les autres salariés qui travaillent dans l'entreprise, et qu'ils agissent avec eux et elles pour s'assurer du respect de l'égalité de traitement entre embauchés.es et intérimaires comme pour empêcher l'utilisation abusive du travail intérimaire. Pour cela nous pouvons utiliser les outils juridiques dont nous disposons, mais aussi organiser des mobilisations, débrayages, bureaux d'embauche ... On entend souvent que lorsque l'on est intérimaire on ne peut pas faire grève, on ne peut pas se syndiquer, on ne peut pas se défendre ... Et c'est vrai que c'est plus dur, notamment parce qu'on peut se faire licencier sans motif. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que le patronat cherche à augmenter au maximum la part de salariés.es intérimaires utilisés.es dans les entreprises. Mais c'est faux de penser que c'est impossible. De nombreux et nombreuses intérimaires ont fait grève contre la réforme des retraites. Les exemples de mobilisations pour leurs droits spécifiques sont nombreux. Rappelons nous quand même que les grandes conquêtes sociales, en France, ont été gagnées par nos anciens et anciennes qui avaient bien moins de droits que les intérimaires d'aujourd'hui.

Morts au travail, ça suffit !

Sur les 30 pays européens pour lesquels nous disposons de statistiques, entre 2012 et 2019, la France est celui où l'on meurt le plus au travail avec 3,53 morts pour 100 000 salariés.es, et environ 2 accidents mortels par jour. Au mois de mars, le secrétaire d'État au travail a présenté un plan contre les accidents au travail. Ce plan est bidon et inutile puisqu'il ne nous donne aucun moyen pour contraindre les patrons à améliorer la sécurité dans les boîtes. Obtenir d'avantage de contrôle des travailleurs et travailleuses sur les questions de sécurité au travail est une préoccupation très ancienne du mouvement ouvrier. À la fin du 19e siècle, ce sont les mineurs qui obtiennent les premiers la création de CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Ce sont ces mêmes CHSCT (qui étaient obligatoires dans toutes les entreprises d'au moins 50 salariés), qui ont été supprimés par les ordonnances Macron, contribuant certainement à nous faire passer de 530 morts en 2017 à 790 morts en 2019. Le secteur du bâtiment est aujourd'hui le premier touché avec un accident du travail toutes les 5 minutes et 1 mort par jour en France (comme quoi il n'y a pas qu'au Qatar ...). Cela a amené l'Union régionale de la construction de la CGT à organiser en avril dernier une mobilisation devant la Carsat des pays de la Loire, qui finira par être envahie par les militants et militantes. Au-delà des nombreuses revendications portées et qui pourraient nous permettre d'améliorer la situation, il n'y a que le pouvoir ouvrier sur l'organisation du travail qui nous permettra de travailler dans des conditions de sécurité optimales. Cela suppose l'abolition du régime capitaliste et de la propriété privée des moyens de production.

Au CHU d'Angers, des sous-effectifs insupportables

Le manque de personnel crée toujours une situation catastrophique au CHU d'Angers, à la fois pour les salariés.es et pour les usagers et usagères. Alors que la situation est déjà plus que tendue habituellement, cet été ce seront 200 lits fermés en plus, et pour les salariés.es : des journées de travail de 12h, de l'alternance jour/nuit, des week ends de travail supplémentaire ... La direction du CHU répond qu'elle n'arrive pas à embaucher mais en faisant bien peu pour y parvenir et en se préoccupant bien davantage de ses résultats financiers. La CGT de l'hôpital a alors organisé le 8 juin un bureau d'embauche au cours duquel elle a récolté 80 CV qu'elle a ensuite porté à la direction pour la mettre devant ses responsabilités. Le 20 juin, une journée de grève et un rassemblement étaient organisés en intersyndicale devant la préfecture pour exiger des moyens pour la santé et le médico-social.

Ni oubli, ni pardon

Il y a dix ans, le 5 juin 2013 à Paris, mourait Clément Méric, militant syndicaliste et antifasciste, sous les coups de néonazis. À l'époque, la plupart des médias ont traité cet assassinat de façon scandaleuse en réduisant l'affaire à une simple bagarre ayant dégénéré permettant ainsi d'occulter les idées violentes et mortifères typiquement fascistes qui animaient les meurtriers de Clément. Notre camarade a été tué parce qu'il était antifasciste. Nous le rappellerons tant qu'il le faudra.

La commémoration pour les dix ans de la mort de notre camarade a donné lieu à plusieurs événements à Paris et en région du 1er au 6 juin.

Rendre hommage à Clément, c'est poursuivre ses combats toujours plus nécessaires et vitaux dans le contexte actuel où les fascistes agissent en toute impunité comme nous avons pu le constater ces derniers temps et notamment pendant le mouvement social contre la réforme des retraites où de nombreuses agressions et intimidations ont été commises envers des cortèges syndicaux et des militants ouvriers. C'est aussi rappeler tous ses engagements : au sein de l'Union syndicale Solidaires, de l'AFA-PB (Action antifasciste Paris-Banlieue) pour ne pas laisser la rue à l'extrême-droite ; engagements aussi pour les migrants, contre le racisme et toutes les formes d'oppression et de discrimination.

Les combats de Clément sont effectivement vitaux car depuis 10 ans, la situation s'est terriblement aggravée comme l'illustrent de récents événements (Callac, St Brévin-les-Pins, manifestations fascistes à Paris, les 8 et 14 mai, etc...). On assiste à une véritable montée du fascisme qui s'enracine dans le chaos économique du capitalisme et le racisme d'État qui légitime tous les discours extrêmement réactionnaires de la plupart des partis politiques y compris de la gauche classique. Les lois et les politiques menées par les gouvernements qui se succèdent depuis plus de trente ans contribuent à renforcer le racisme, « carburant » essentiel du fascisme. Finalement, le racisme du RN ne gêne plus grand monde tant il est vrai que certains lui ont reproché d'être mou (notamment, par la bouche du Ministre de l'Intérieur).

L'antifascisme de Clément était un antifascisme conséquent qui s'inscrit dans une remise en cause globale du capitalisme : « le fascisme, fruit de la carence du socialisme, ne peut être combattu et définitivement vaincu que par la révolution prolé-

tarienne. Tout antifascisme qui la rejette n'est que vain et trompeur bavardage." (Daniel Guérin dans *Fascisme et grand capital*, 1936).

Pour l'actualité antifasciste locale, plein d'infos sur: <https://raaf.noblogs.org/>

Pour s'informer, quelques lectures utiles : *Clément Méric. Une vie, des luttes*, Éditions Libertalia ; *Une vie de lutte plutôt qu'une minute de silence* de Sébastien Bourdon, Éditions du Seuil.

CLÉMENT MÉRIC UNE VIE, DES LUTTES



LIBERTALIA

Vincenzo : Victoire !

Le 24 février dernier, Vincenzo Vecchi est passé pour la troisième fois devant une cour d'appel. C'était à Lyon. L'arrêt a été rendu le 24 mars 2023 : La Cour d'appel de Lyon a déclaré que le Mandat d'Arrêt Européen à l'encontre de Vincenzo Vecchi n'était pas applicable et a donc refusé de le remettre à l'Italie. Après Rennes et Angers, c'est la troisième fois qu'une Cour d'appel a rendu le même verdict ! Le Ministère public, cette fois-ci, ne s'est pas pourvu en cassation.

C'est un immense soulagement après trois ans et huit mois d'acharnement judiciaire (voir l'Anjou libertaire n°19) contre ce militant altermondialiste.

Nous adressons nos félicitations à Vincenzo et à son comité de soutien dont il faut souligner la remarquable efficacité (pour connaître toute l'histoire de l'affaire, consulter le site de ce comité : www.comite-soutien-vincenzo.org).

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : unioncommunistelibertaire.org

Site de l'Union communiste libertaire 49 : ucl49.fermeasites.net

Pour nous contacter : ucl-angers@communisteslibertaires.org

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

S'informer

